

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV6

Colomiers, le 09/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



GOODRICH AEROSPACE EUROPE

site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet
BP 152
31770 COLOMIERS

Références : 2022/105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement GOODRICH AEROSPACE EUROPE implanté site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 COLOMIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée à la demande de l'exploitant afin de présenter son futur porter-à-connaissance concernant notamment le remplacement de 2 cabines de peinture par 2 nouvelles lignes de peinture, dit "projet cabine peinture A320".

Cette rencontre a été également l'occasion d'évoquer de futures demandes de dérogation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOODRICH AEROSPACE EUROPE
- site de Grammont - 36 avenue Jean Monnet BP 152 31770 COLOMIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006802362
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : /

La société GOODRICH AEROSPACE EUROPE (nom commercial : COLLINS AEROSPACE) exploite à Colomiers des installations de peinture et de maintenance d'aéronefs.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour ses activités de peinture et de maintenance aéronautiques.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur l'atelier de peinture

A320, le local de stockage des déchets, les locaux de stockage de peinture A320 et A350.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- porter-à-connaissance ;
- vitesse d'éjection des rejets atmosphériques ;
- éloignement des déchets ;
- propreté ;
- rétentions ;
- sprinklage.

Le référentiel d'inspection est :

- Arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 11/06/2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vitesses d'éjection	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 3.2.2	/	
Eloignement des déchets	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 5.1.2	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Porter à connaissance	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 1.6.1	/	
Propreté	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 2.3.1	/	
Rétentions	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 7.5.3	/	
Sprinklage	AP Complémentaire du 11/06/2012, article 8.1.3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 4 faits conformes ;
- 2 faits susceptibles de suite.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

En l'occurrence, l'inspection ne proposera pas d'arrêté préfectoral de mise en demeure dans la mesure où l'exploitant a indiqué qu'il déposera un dossier de porter-à-connaissance en avril 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 1.6.1
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a présenté le porter-à-connaissance qu'il va déposer en avril 2022. Le périmètre de ce porter-à-connaissance concerne : <ul style="list-style-type: none">- le projet de cabines de peinture A320 avec le remplacement des cabines B et C par 2 nouvelles lignes de peinture ;- l'augmentation de capacité des 2 locaux de stockage des peintures (local A350 et local A320) passant de 6000L à 10000L chacun.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 2.3.1
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc.
Constats : L'inspection a permis de constater un très bon état de propreté de l'établissement. Aucune dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vitesses d'éjection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 3.2.2
Prescription contrôlée : N° de conduits : 1-2-3-4-5-6 Installations raccordées : <ul style="list-style-type: none">- Cabine d'application et de séchage peinture C1/C2/C3- Cabine d'application et de séchage peinture B1/B2/B3 Vitesse d'éjection : > 8m/s si débit > 5000 m ³ /h, > 5 m/s sinon
Constats : Comme constaté lors de la dernière inspection, les vitesses d'éjection des cabines de peinture B et C ne respectent pas cette prescription. Les difficultés techniques notamment ainsi que l'ancienneté de ces cabines, mises en service il y a une trentaine d'année, ont conduit l'exploitant à étudier leur remplacement. La rencontre avec l'inspection a été l'occasion de présenter le projet de remplacement des 2 cabines B et C par 2 nouvelles lignes de peinture, dont 1 avec de l'air rafraîchi. Des groupes froids sont également intégrés dans ce projet, afin de rafraîchir l'air de la future ligne 1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Eloignement des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 5.1.2
Prescription contrôlée : Les déchets sont stockés avant évacuation dans un local faisant rétention, situé sur une plate-forme extérieure, au nord-est du site. Aucun stockage de produits combustibles ou inflammables n'est réalisé dans un rayon de 10 mètres autour de ce local, à l'exception de la présence du local de produits neufs, qui est entièrement REI120 (coupe-feu 2 heures). [...]
Constats : Le local de stockage des déchets a été visité. Il fait rétention et est naturellement ventilé. Une cuve de gazoil de 2500 L est stockée à proximité immédiate du local déchets, jouxtant la façade est. Elle est située au niveau de grilles de ventilation du local déchets. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué vouloir formuler une demande de dérogation sur cette prescription d'éloignement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 7.5.3

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats : Les 2 locaux de stockage de produits chimiques et peintures ont été visités. Les étagères de stockage disposent de rétentions et les locaux eux-mêmes constituent une rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Sprinklage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2012, article 8.1.3

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions de l'Article 7.4.1. et de l'Article 7.4.2. du présent arrêté, les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un système de détection incendie avec report d'alarme exploitable rapidement,
- d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage protégeant le bâtiment contenant les cabines de peinture ainsi que l'intérieur des cabines de peinture.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une vanne de barrage est par ailleurs présente en amont de l'alimentation en gaz des brûleurs des cabines de peinture.

Constats : Les installations sont sprinklées.

Au niveau de l'atelier de peinture avec les cabines B et C, le sprinklage couvre l'ensemble de l'atelier. L'intérieur des cabines de peinture est également sprinklé. En cas de chemin de câbles ou d'obstacles divers, obstruant le sprinklage zénithal, des têtes de sprinklage complémentaires sont présentes en dessous de la zone obstruée.

Type de suites proposées : Sans suite